

Germe

Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants

**JEAN-PHILIPPE LEGOIS,
ALAIN MONCHABLON,
ROBI MORDER (COORD.)**

CENT ANS DE MOUVEMENTS ÉTUDIANTS

FACE AUX ÉGLISES :
UN SIÈCLE D'ORGANISATIONS D'ÉTUDIANTS CHRÉTIENS

David Colon.

Les étudiants chrétiens ont fait l'objet de peu de travaux scientifiques à ce jour, hormis ceux de Danièle Hervieu-Léger sur la Mission étudiante¹, de Rémi Fabre sur la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE)² et d'Alain-René Michel sur la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC)³. L'histoire des étudiants, en effet, est généralement abordée au travers de l'étude des mouvements de jeunesse, qui, depuis les travaux pionniers d'Aline Coutrot⁴, a donné lieu à des publications aussi nombreuses que variées, abordant indirectement ou partiellement la question confessionnelle⁵. Gérard Cholvy, à la tête du Centre de recherche mentalités et croyances contemporaines (GdR 1095 du CNRS), est, quant à lui, à l'origine de la plupart des travaux consacrés à l'histoire des organisations confessionnelles de jeunesse⁶. L'histoire des mouvements a d'abord focalisé son attention sur les mouvements d'action catholique (JAC), ou la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), que la Jeunesse agricole catholique (JAC), ou la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), à laquelle ont été consacrés de nombreux travaux universi-

1. *De la mission à la protestation : l'évolution des étudiants chrétiens en France, 1965-1970*, Paris, Cerf, 1973.
2. Rémy Fabre, *La Fédération française des étudiants chrétiens, de l'affaire Dreyfus à l'été 1914*, thèse de 3^e cycle sous la dir. de Madeleine Rebérioux, Paris, Université Panthéon-Sorbonne, 1985.
3. *La JEC face au nazisme et à Vichy*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1988. Sa thèse, soutenue en 1985 à Lille 3, sous la dir. de Yves-Marie Hilaire, avait pour titre *La Jeunesse étudiante chrétienne de 1934 à 1944 : attitude civique et spiritualité*.
4. *Jeunesse et politique*, « Bibliographies françaises de sciences sociales. Les guides de recherches », Paris, Armand Colin, 1972 ; « Les mouvements de jeunesse en France dans l'entre-deux-guerres », *Les Cahiers de l'animation*, n° 32, 1981, p. 29-37 ; « Les mouvements de jeunesse : approche générale », *Les Cahiers de l'animation*, n° 49-50, 1985, p. 21-32.
5. Citons : Yolande Cohen, *Les jeunes, le socialisme et la guerre : histoire des mouvements de jeunesse en France*, Paris, L'Harmattan, 1989 ; Denise Fauvel-Rouif (dir.), *La jeunesse et ses mouvements : influence sur l'évolution des sociétés au 19^e et 20^e siècles*, Paris, Presses du CNRS, 1992 ; Nicolas Bancel, Daniel Denis, Youcef Fatès, *De l'indochine à l'Algérie : la jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*, Paris, La Découverte, 2003.
6. *Histoire des organisations et mouvements chrétiens de jeunesse en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Cerf, 1999 ; *Mouvements de jeunesse chrétiens et juifs : sociabilité juvénile dans un cadre européen, 1799-1968*, Paris, Cerf, 1985 ; en collaboration avec Bernard Comte et Vincent Feroldi, *Jeunes chrétiens au XX^e siècle*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991. Gérard Cholvy a retracé l'historiographie des organisations de jeunesse dans « Les organisations de jeunesse entrent dans l'histoire », *Revue d'histoire de l'Église de France*, t. 86, 2000, p. 347-361.

taires inédits⁷. Depuis quelques années, l'histoire du scoutisme connaît un essor notable, consacré par la création en mai 2000 d'un réseau de recherches, l'association 1907, qui fédère les travaux sur ce thème⁸. La question des étudiants chrétiens est également abordée indirectement dans les travaux de Ludovic Laboux sur l'apostolat des laïcs depuis Vatican II et notamment sur le Mouvement eucharistique des jeunes⁹, ou dans certaines monographies, qui n'ont pas toujours un statut scientifique, consacrées à des communautés nouvelles¹⁰.

Peu étudiées, les organisations d'étudiants catholiques et protestants occupent pourtant une place importante dans l'histoire des mouvements étudiants au 20^e siècle. Nées au début du siècle, constituées à l'échelle nationale et implantées dans la plupart des villes universitaires, elles ont permis de rendre visibles les Églises chrétiennes au sein même de l'Université. Leurs mutations ont reflété celles de la société française, et leurs crises, dans les années 1950 et 1960, présentent bien des ressemblances avec celles que connaissent au même moment les autres organisations d'étudiants.

7. On peut citer les travaux de : Jacques Chesneau, *La Jeunesse étudiante chrétienne de 1945 à 1957*, DES d'histoire sous la dir. de René Rémond, Nanterre, 1967 ; Christophe Roucou, *Les origines de la Jeunesse étudiante chrétienne en France (1929-1936)*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Henri-Irénée Marrou, Paris 4, 1973 ; Véronique Coquard, *L'évolution de la Jeunesse étudiante chrétienne universitaire à Lyon de 1945 à 1965*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Maurice Gadille, Lyon 2, 1985 ; Catherine Hartmann, *Histoire de la jeunesse étudiante chrétienne de 1962 à 1966*, mémoire de maîtrise sous la dir. d'Antoine Prost, Paris 1, 1987 ; Bénédicte Hébert, *Le rôle de la mémoire religieuse et politique dans la crise de 1965 de la Jeunesse étudiante chrétienne*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Gérard Namer, Paris 7, 1993 ; Hilaire Multon, *Histoire de la JEC de 1945 à 1957 : une génération de chrétiens novateurs*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Jean-Marie Mayeur, Paris 4, 1996 ; Bernard Giroux, *La crise de la JEC-JECF de 1965 : une crise charnière*, DEA sous la dir. de Serge Berstein, IEP de Paris, 2004 ; Charles-Édouard Harang, *Les mouvements catholiques de jeunesse, de la décolonisation à la coopération, 1945-1965*, thèse de 3^e cycle sous la dir. de Serge Berstein, IEP de Paris, 2004.

8. Philippe Laneyrie, *Les scouts de France : l'évolution du mouvement des origines à nos jours*, Paris, Cerf, 1985 ; Marie-Thérèse Cheroutre, Gérard Cholvy, *Le scoutisme, quel type d'hommes, quel type de femmes, quel type de chrétiens ?*, Paris, Cerf, 1994 ; Jean-Jacques Gauthé, *Le scoutisme en France, inventaire de la bibliographie et des sources*, Montpellier, Centre régional d'histoire des mentalités, 1997 ; Bernard Giroux, *Religion et politique : la Route SDF 1945-1965*, mémoire de maîtrise sous la dir. de Philippe Levillain, Paris 10, 1996 ; Christian Guérin, *L'utopie Scouts de France*, Paris, Fayard, 1997 ; Gérard Cholvy (dir.), *Le scoutisme en Europe dans un siècle en mutations, 1907-2000*, 2002 ; Marie-Thérèse Cheroutre, *Le scoutisme au féminin. Les guides de France, 1923-1998*, Paris, Cerf, 2002.

9. *Passion, tourment ou espérance ? Histoire de l'Apostolat des laïcs en France, depuis Vatican II*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2002 ; *Le Mouvement eucharistique des jeunes (MEJ)*, Paris, Le Sarmen/Fayard, 1988.

10. Jean-Claude Darrigaud, *Tout ce soit à son eau. Chiara Lubich et les Focolari*, Paris, Cerf, 1978 ; Vittorio Messori, *Opus Dei. Enquête*, Paris, Claire Vigne, 1995 ; Thierry Baffoi, Antoine Delestre, Jean-Paul Sauzet, *Les naufragés de l'esprit. Des sectes dans l'Église catholique*, Paris, Le Seuil, 1996 ; Monique Hébrard, *Les nouveaux disciples. Voyage à travers les communautés charismatiques*, Paris, Le Centurion, 1979, et *Les nouveaux disciples dix ans après*, Paris, Le Centurion, 1987.

La naissance des organisations d'étudiants chrétiens

La Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE)

Fondée en 1898, elle est la première organisation d'étudiants chrétiens constituée à l'échelle nationale¹¹. Depuis 1852, la jeunesse protestante française est organisée en Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG), sur le modèle de la première *Young Men's Christian Association* (YMCA), fondée à Montréal le 25 novembre 1851. En son sein, des groupes d'étudiants apparaissent à la fin du siècle, autour du pasteur Benjamin Couve, du professeur Raoul Allier ou du pasteur Jean Monnier. Ils sont à l'origine de l'association des étudiants protestants de Paris, qui naît en 1892. En août 1895, l'un des responsables des YMCA, l'Américain John Mott, issu d'une famille méthodiste, crée à Vadstena, en Suède, la Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants (FUACE) avec pour ambition d'évangéliser le milieu étudiant. Cette fédération, dont il devient le secrétaire général, revendique 60 000 membres après à peine trois ans d'existence. Raoul Allier réunit à Sèvres, à la Pentecôte 1898, les responsables parisiens du Cercle des étudiants et de l'Union chrétienne en présence de John Mott. En novembre 1898, la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants (FFACE) est créée à l'occasion d'une conférence élargie à des représentants provinciaux qui se tient près de Montpellier. Elle est ouverte aussi bien aux groupes indépendants, aux UCJG qu'aux adhésions individuelles. Les statuts de la FFACE sont adoptés à Versailles en 1899 ; son objet est « l'évangélisation dans les universités », conformément à l'esprit de la FUACE, mais elle vise également à grouper les étudiants protestants, développer parmi eux la vie chrétienne et « agir dans les milieux universitaires pour y propager son influence¹² ». Raoul Allier, ouvertement dreyfusard, devient son premier président. La FFACE, qui compte 400 membres à la veille de la guerre, est dirigée par une commission exécutive composée de pasteurs et de théologiens où les étudiants proprement dits sont minoritaires jusqu'en 1956. Elle prend son essor à la Belle Époque, sous l'impulsion de Charles Grauss, son secrétaire général de 1906 à 1918, qui suscite en son sein un idéal fraternel et un état d'esprit de groupe. Elle se dote d'une revue, *Le Semeur*, qui exprime son ouverture sur la modernité aussi bien que son inspiration sociale et organise chaque été des camps de formation au village de Domino, sur l'île d'Oléron.

La Fédération française des étudiants catholiques (FFEC)

Plus récente que son homologue protestante, elle est cependant le produit d'une plus longue histoire. En effet, les premières organisations d'étudiants catholiques apparaissent dans les collèges jésuites, où les congrégations mariales regroupent les élèves et les anciens élèves et leur offrent un lieu de formation religieuse, intellectuelle et sociale. À Paris, la congrégation mariale est à l'origine, au lendemain de la Commune, de plusieurs groupes d'étudiants catholiques, notamment la Conférence Laënnec et la Conférence

11. Sur la FFACE, outre la thèse de Rémi Fabre, *op. cit.*, on peut se référer au numéro hors-série de *Libre Sens*, « 1898-1998. Depuis cent ans... la fédé », 1998.

12. Geneviève Chevalley, « La Fondation de la Fédé », *Libre Sens*, hors-série, *op. cit.*, p. 8.

Olivaint¹³, qui rejoignent en 1888, soit deux ans après sa fondation, l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF), du comte Albert de Mun¹⁴. La plupart des groupes d'étudiants catholiques adhèrent à l'ACJF, à l'exception notable du Cercle catholique des étudiants de Paris, appelé également Cercle du Luxembourg, qui en démissionne en 1891 pour protester contre le conservatisme de l'Association et la mainmise des jésuites. Il existe alors des groupes d'étudiants catholiques dans la plupart des villes universitaires¹⁵, qu'ils soient dirigés par des réguliers (jésuites, dominicains, maristes, lazaristes) ou par des prêtres séculiers. À Paris, outre les groupes déjà cités, on peut mentionner l'association des étudiants de l'Institut catholique, le groupe des architectes des Beaux-Arts, les groupes des Facultés de droit et de pharmacie, la Réunion des étudiants du 104 de la rue de Vaugirard¹⁶ ou le groupe « tala » de l'École normale supérieure. Les étudiants, majoritaires au sein de l'ACJF dans les années 1890, ne le sont plus à la veille de la guerre, lorsque l'association compte 140 000 membres, essentiellement paysans. Dès lors, les groupes d'étudiants revendiquent la constitution d'une branche étudiante au sein de l'ACJF, ce à quoi l'aumônier général de l'association, le révérend père Corbillé, s'oppose fermement, alors même que les groupes d'étudiants catholiques se multiplient. En effet, de nouveaux groupes d'étudiants catholiques sont créés au lendemain de la guerre dans les facultés et écoles qui n'en étaient pas encore dotées, notamment à l'École des Hautes études commerciales (HEC)¹⁷, à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP), à l'Institut de chimie et à l'École coloniale. Ce sont, en moyenne, 500 étudiants catholiques qui fréquentent chaque année le 12, rue d'Assas, siège parisien des associations d'étudiants catholiques dirigées par les jésuites. En dehors de Paris, pas moins de trois groupes d'étudiants sont créés à Strasbourg, redevenue française, et des associations sont créées notamment à Tours, à Lyon, à Clermont-Ferrand, à Saint-Étienne ou encore à Nancy, où le révérend père Lejosne fonde le Groupement des étudiants catholiques (GEC)¹⁸. Le refus de l'ACJF d'organiser en son sein une branche étudiante

13. David Colon, *Un cercle d'étudiants catholiques sous la 3^e République : la Conférence Olivaint, 1875-1940*, IEP de Paris, mémoire de DEA, 1996.

14. Charles Molette, *L'Association catholique de la jeunesse française (1886-1907)*, Paris, Armand Colin, 1968.

15. On peut citer la Société des amis des étudiants d'Aix-en-Provence, la Conférence Saint-Louis d'Angers, la Conférence Saint-Thomas-d'Aquin de Besançon, l'Association catholique des étudiants de l'Université de Bordeaux, le Cercle Jeanne d'Arc de Caen, le Cercle Saint-Bernard de Dijon, la Conférence Saint-Hugues de Grenoble, la Fédération des étudiants de l'Université catholique de Lille, la Maison des étudiants catholiques de Marseille, l'Association catholique des étudiants de Montpellier, la Conférence Saint-François-de-Salles de Poitiers, le Cercle Ozanam de Rouen, et l'Association des étudiants catholiques de Toulouse.

16. Pascal Diovada, *Le 104 de la rue de Vaugirard et la revue Montalembert, 1914-1939*, IEP de Paris, mémoire inédit, 1996.

17. Henri Mauguère, Jean-Marie Gélain, Maurice Manuel, Jean de Mallmann, *La communauté catholique HEC de 1922 à 1993*, Paris, Siceval, 1994.

18. Sur le GEC de Nancy, on peut consulter : Laurent Bigorgne et David Colon, « Foyers et confessions des étudiants catholiques français », in Giovanni Orsina et Gaetano Quagliariello (dir.), *La formazione della classe politica in Europa (1945-1956)*, Rome, Piero Lacaita, 2000, p. 245-267 ; Laurent Bigorgne, *L'après-guerre politique de François Valentin (1945-1965) : Qu'est-ce qu'un retour en politique ?*, mémoire de l'IEP de Paris sous la dir. de Nicolas Roussellier et Gilles Le Béguec,

est d'autant plus mal vécu que des Fédérations nationales d'étudiants catholiques ont vu le jour partout en Europe : après l'Italie, où la Fédération catholique des universitaires italiens (FUCI) est fondée en 1896 dans le giron de la Jeunesse catholique, après les Pays-Bas, en 1907, et après le Luxembourg, en 1910, pas moins de sept pays se dotent d'une fédération d'étudiants catholiques entre 1919 et 1921 : l'Angleterre, la Belgique, l'Espagne, la Hongrie, la Lituanie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Une Confédération internationale des étudiants catholiques, dite Pax Romana, voit même le jour en 1921 pour fédérer leur action. En définitive, à l'initiative de quelques aumôniers jésuites opposés à l'orientation de l'ACJF, qu'ils jugent trop démocratique, la FFEC est fondée le 26 février 1922 et placée sous l'autorité du recteur de l'Institut catholique, Mgr Baudrillart, choisis aussi bien pour son autorité morale que pour son indépendance à l'égard de la hiérarchie ecclésiastique. Ayant pour objet « d'assurer la représentation commune des étudiants catholiques tant en France qu'à l'étranger et de défendre leurs intérêts¹⁹ », la FFEC affiche dès sa naissance une vocation fortement corporative. En 1937, elle revendique 16 000 adhérents et une soixantaine de cercles répartis dans 24 villes universitaires. Les étudiants « fécécistes » se reconnaissent au fin liseré bleu qu'ils apposent sur l'insigne de l'Université porté sur la faluche.

Ainsi, après avoir longtemps été intégrés aux organisations de jeunesse, les étudiants chrétiens se constituent en fédérations proprement étudiantes. À la différence des organisations de jeunesse, ces dernières développent un discours tourné directement vers le monde universitaire et adoptent une démarche corporative. La FFEC se comporte ainsi, dans les années 1930, comme un syndicat des étudiants catholiques, intervenant dans tous les mouvements étudiants de l'époque.

Face à la crise des années 1930 et à la guerre

Entre bellicisme et pacifisme

La création de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), en 1929, modifie le paysage des organisations d'étudiants catholiques. Face à la FFEC, vouée à la défense religieuse et dirigée alors par un aumônier dominicain connu pour ses idées conservatrices, les éléments les plus progressistes de la Compagnie de Jésus mettent en place un mouvement destiné à la conquête du milieu étudiant. L'opposition entre ces deux organisations ne reflète pas seulement la coupure entre deux conceptions de l'action catholique mais aussi deux orientations politiques, jusqu'au rapprochement opéré à l'initiative de la hiérarchie ecclésiastique en 1936. Toutefois, la JEC et la FFEC partagent une même opposition au national-socialisme, conçu comme un néopaganisme. Alain-René Michel considère que, par leur discours, la JEC et l'ACJF peuvent apparaître comme une « propédeutique à la Résistance²⁰ ».

1996 ; Bernadette Castet, *Continuité et changement des œuvres de jeunesse catholique à Nancy, 1925-1935*, Faculté des lettres de Nancy, juin 1987.

19. Statuts de la FFEC, 2 février 1930, BDIC, Fonds Roger Millot F Delta 1065 (I) (4) 29.

20. Alain-René Michel, *Catholiques en démocratie*, Paris, Cerf, 2006. Cet ouvrage, issu d'une habilitation à diriger des recherches, porte sur l'histoire de l'ACJF des années 1920 à 1956.

L'opposition intellectuelle au national-socialisme, toutefois, ne débouche pas, dans les organisations catholiques, sur une position proprement et pacifiste. À la FFAC, au contraire, le pacifisme domine. La Fédé, en effet constitue un pôle de réflexion et de formation autonome par rapport aux Églises, à la différence de la JEC et de la FFEC, dont les publications sont étroitement contrôlées. Après la guerre, la FFAC connaît un grand dynamisme, principalement grâce aux groupes lycéens et féminins créés avant le conflit. Elle compte alors 1 700 membres répartis dans cinquante-quatre groupes. L'influence de la théologie de Karl Barth, profondément pessimiste vis-à-vis de l'action humaine, tend à attribuer à la politique une position subalterne, inessentielle. À de rares exceptions près, à savoir celles d'André Philip et de Denis de Rougemont, peu d'étudiants protestants s'engagent dans le débat public²¹. La pensée barthienne s'accommode parfaitement du pacifisme, qui conduit plusieurs étudiants protestants à refuser de se soumettre au service militaire : Jacques Martin, qui dirige l'Association des étudiants protestants de Paris, est condamné et incarcéré en 1932, malgré les interventions en sa faveur de Marc Sangnier, Marc Boegner, d'André Philip et de Jean Guéhenno. Face à la montée du nazisme, les étudiants protestants, barthiens ou non, tendent donc à privilégier dans les années 1930 les armes de l'esprit, à quelques exceptions près : ainsi, dans Le Semeur, en novembre 1938, Suzanne de Dietrich dénonce le « diktat » de Munich, et « l'abstentionnisme pieux » des chrétiens face à l'extension de l'hégémonie hitlérienne²².

Dans les années noires, de l'attentisme à la résistance

Le déclenchement de la guerre met les organisations d'étudiants chrétiens en sommeil. À la FFAC, le président et le secrétaire général étant mobilisés, les étudiantes assurent seules l'administration de la Fédération, dont le bureau s'installe à Montauban puis à Nîmes. La FFEC et la JEC, privées de l'essentiel de leurs troupes, réduisent également leurs activités. Au lendemain de la défaite, la FFAC ouvre un bureau en zone occupée jusqu'à l'interdiction des mouvements de jeunesse par les autorités allemandes, le 28 août 1940. Dès lors, les animateurs de ce bureau, Jean Bosc puis André Dumas, inscrivent leur action au sein des Commissions nationales de la jeunesse luthérienne et réformée (CNU). Chaque groupe d'étudiants devient alors le groupe de jeunesse de sa paroisse. Les membres de la Fédé parisienne se replient ainsi dans les locaux de la paroisse réformée de la rue Tournetfort. Les groupes catholiques, de leur côté, entrent dans une semi-clandestinité, et les activités de la JEC et de la FFEC sont considérablement réduites : l'aumônier de la FFEC, M^{re} de la Serre, resté à Paris, a le plus grand mal à communiquer avec les groupes locaux, et André Colin, chargé de l'ACUF en zone nord, doit attendre janvier 1942 pour organiser un premier conseil fédéral. En zone libre, au contraire, les activités reprennent rapidement. La FFEC reconstitue un secrétariat fédéral à Vichy dès juillet 1940, avant de s'installer à Grenoble en septembre 1941, où réside son nouveau président, André Jullien, ancien combattant et maréchaliste, qui présidait jus-

21. Sur ce point, consulter Rémi Fabre, « Les étudiants protestants face aux totalitarismes dans les années trente », *RHEF* n° 191, juillet-décembre 1987, p. 269-284.

22. « À propos du mois de septembre 38 », *Le Semeur*, cité dans *Libre Sens*, Hors-série, op. cit., p. 46-47.

qu'alors le cercle des étudiants catholiques de Grenoble²³. La JEC, quant à elle, s'installe à Lyon, où les jésuites concentrent toutes leurs activités de jeunesse en zone libre.

La nécessité, pour les mouvements, d'obtenir l'agrément du Secrétariat général à la jeunesse (SGJ) les conduit très vite à se rapprocher des Églises. Georges Casalis, secrétaire général de la FFAC, incorpore cette dernière dans le Conseil protestant de la Jeunesse (CPJ), qui fait partie de la Fédération protestante de France (FPF), présidée le pasteur Marc Boegner²⁴. Les étudiants catholiques, également, se rapprochent des autorités ecclésiastiques. L'Assemblée des cardinaux et archevêques (ACA), hostile au projet de jeunesse unique du gouvernement de Vichy, cherche à faire prévaloir une jeunesse unie, et le cardinal Gerlier s'implique personnellement dans le rapprochement de la JEC et de la FFEC aussi bien que dans la négociation de la convention d'agrément, publiée le 16 décembre 1941. La hiérarchie conçoit le rôle de la FFEC comme devant se cantonner à la formation religieuse des étudiants, tandis que la JEC aurait vocation à poursuivre son apostolat en milieu lycéen et étudiant.

L'expression la plus aboutie de cette unité est le pèlerinage de la Jeunesse française au Puy-en-Velay le 15 août 1942, que Christian Faure qualifie de « mise en représentation d'une ferveur religieuse orientée afin de confirmer et d'affirmer les pouvoirs religieux et étatiques dans leur politique de reprise en main de la population française²⁵ ». Toutefois, il ne s'agit que d'une unité de façade, car les différentes organisations s'opposent quant aux modalités pratiques de leur union. Ainsi, la JEC s'oppose au projet de la FFEC de corporation étudiante réunissant la FFEC, la FFAC et l'UNEF, qu'André Jullien expose en avril 1942 dans le *Figaro*²⁶. Elle lui préfère le projet de Rassemblement unitaire catholique (RUC), porté par la hiérarchie jésuite. En septembre 1942, ce dernier est adopté et Jean-Jacques Ribas, responsable universitaire de la JEC, devient vice-président de la FFEC. Les deux organisations d'étudiants catholiques participent aux réunions générales des mouvements catholiques organisées régulièrement à Lyon et qui aboutissent à la mise en place, en novembre 1942, d'un directoire unifié, ouvert aux mouvements de jeunesse protestants : le 18 novembre 1942, la FFEC rencontre la FFAC à Lyon.

Une autre différence, plus profonde, distingue les organisations d'étudiants chrétiens. En effet, si elles se caractérisent toutes, en zone libre, par une loyauté envers le régime, force est de constater que les organisations catholiques sont plus profondément marquées

23. Sur la période de la guerre, se référer à l'excellent travail d'Emmanuel Godin, *La Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) dans la seconde guerre mondiale*, mémoire de l'Institut d'études politiques de Grenoble présenté sous la dir. de Pierre Bolle et Jean-Pierre Viallet, IEP de Grenoble, 1989.

24. Georges Casalis, « La jeunesse protestante en zone non occupée, 1940-1942 », in Xavier de Montclos, Monique Luitard, François Delpech, Pierre Bolle (dir.), *Églises et chrétiens dans la 2^e guerre mondiale*, actes du colloque tenu à Lyon, 27-30 janvier 1978, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1982, p. 108-115.

25. « Pèlerinage ou mise en représentation de la ferveur populaire : le pèlerinage de la jeunesse du 15 août 1942 au Puy-en-Velay », *Cahiers d'histoire. Lyon-Grenoble-Clermont-Saint-Étienne-Chambéry*, XXXI, n° 1, p. 23-39.

26. Les 16 et 17 février 1942, Léon Verschave et François Sullerot ont assisté au nom de la FFEC au congrès de la FFAC.

par l'idéologie du régime de Vichy que la Fédé protestante. La FFEC, en effet, se reconstruit parfaitement dans les orientations du régime et, en dépit de quelques dissensions internes, la ligne maréchaliste et pétainiste l'emporte jusqu'en 1942. La JEC et l'ACJF ont, quant à elles, une attitude assez attentiste. Les groupes protestants en revanche, se distinguent par la fermeté de leur opposition à la Révolution nationale et à la politique de collaboration. Dès 1940, les camps de la FFACE, dont certains responsables ont pris part à la mise en place du « Comité inter-mouvements auprès des évacués » (CIMADE), créée en 1939, accueillent des réfugiés et des juifs. Autour de Georges Casalis, secrétaire général de la FFACE, certains membres ou anciens membres de la Fédération sont à l'origine des « thèses de Pomeyrol », un texte rédigé les 16 et 17 septembre 1941 près de Tarascon pour dénoncer l'antisémitisme, la collaboration et protester solennellement contre le statut des juifs. Le texte de la convention d'agrément lui-même témoigne l'opposition de la FFACE à la collaboration avec l'Allemagne.

L'instauration du Service du travail obligatoire (STO) par la loi du 16 février 1943 consacre la rupture des groupes d'étudiants chrétiens avec le régime. La JEC se déclare solidaire de la protestation émise par l'ACJF le 9 mars 1943. La FFEC adopte dans son journal, *L'Étudiant catholique*, une position différente, proche de celle de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), en appelant les étudiants catholiques à se soumettre à la loi. Émile Poulat et Jacques Duquesne ont souligné cette opposition apparente entre la JEC et la FFEC²⁷. Toutefois, cette opposition est limitée, dans la mesure où la position adoptée dans le journal par le secrétaire général Jean Lecerf n'avait pas été soumise au bureau, alors en congrès à Clermont-Ferrand. En outre, peu de militants de la FFEC sont effectivement partis en Allemagne. Enfin, la participation des étudiants chrétiens à la résistance est loin d'être négligeable et ne se résume pas aux grandes figures de la résistance que sont Edmond Michelet et Georges Bidault. L'ACJF réunit ses équipes à Paris le 16 mai 1943, et le conseil national clandestin du mouvement, réuni à Montmartre en octobre 1943, décide de confier à Maurice-René Simonnet la responsabilité d'un groupe engagé dans la résistance, les Jeunes chrétiens combattants (JCC), tandis qu'André Colin rejoint le CNR et qu'Albert Gortais, jéciste, se charge de la liaison entre Georges Bidault et les jeunes catholiques résistants. Les JCC représentent l'ACJF, et donc la JEC, au sein des Forces unies de la jeunesse, patriotique (FUJP), nées au même moment de la fusion des Forces unies de la jeunesse et du Front patriotique de la jeunesse. La FFEC, en revanche, reste à Grenoble sous l'occupation italienne, qui prend fin le 9 septembre 1943 avec l'arrivée des Allemands. Le 11 novembre, une manifestation patriotique, à laquelle participent des étudiants, s'achève par l'arrestation et la déportation de 400 personnes, dont trois étudiants de la FFEC. Lors du conseil fédéral du 5 décembre 1943, les dirigeants de la FFEC décident de retourner à Paris, où un ancien président de la Fédération, Claude Rémond a, entre-temps, reconstitué une équipe. Un nouveau président est désigné en la personne de Paul Milliez, président de la Conférence Laennec

27. Émile Poulat, « Débat sur le STO », in Xavier de Montclos (dir.), *Églises et chrétiens dans la seconde guerre mondiale*, vol. 2, La France, Lyon, Presses universitaires de Lyon, p. 399 ; Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, Fasquelle/Grasset, 1966, p. 295.

depuis 1938 et membre de l'Organisation civile et militaire de la jeunesse (OCMJ) et du Comité des œuvres sociales de la résistance (COSOR). Il est secondé par Michel Habib-Deloncle, gaulliste de la première heure et membre de l'OCMJ. La FFACE déménage à Paris à la fin de l'été 1944, après la fusion des CNJ et du CPJ, qui a donné naissance à l'Alliance protestante de la jeunesse. L'engagement des étudiants chrétiens dans la résistance a conduit plusieurs d'entre eux à la mort : pour la JEC, on peut citer Pierre Alviset, fusillé dans la région parisienne le 16 août 1944 et Gilbert Dru, fusillé à Lyon le 27 juillet 1944 en même temps que le jéciste Francis Chirat. La FFEC déplore de son côté de nombreuses arrestations et plusieurs déportations. À Grenoble, huit étudiants catholiques ont été déportés en 1943 et 1944²⁸. À Clermont-Ferrand, dans la nuit du 24 au 25 juin 1943, 37 étudiants alsaciens du cercle Gallia, dont Albert Bronner, ont été arrêtés et déportés.

L'après-guerre, le temps des confrontations

La recomposition des organisations d'étudiants chrétiens dans l'après-guerre

Les organisations d'étudiants chrétiens sortent de la guerre familiarisées avec l'action institutionnelle et décidées à réformer les institutions et la société. Leurs dirigeants entendent bien prolonger l'action de la résistance : ainsi, la FFEC, qui s'est tenue à l'écart des FUJP, rejoint l'ACJF et la JEC dans l'Union patriotique des organisations de jeunesse (UPOJ), créée en septembre 1944. Le 3 décembre 1944, 5000 étudiants catholiques se réunissent au Palais de la Mutualité et Paul Milliez y tient un discours offensif, invitant les jeunes catholiques à « ne pas rester en dehors du politique » et à « imprégner de christianisme les différentes tendances politiques²⁹ ». La hiérarchie ecclésiastique, qui a vu sa tutelle sur les mouvements renforcée par la guerre, étend encore son influence au lendemain de la guerre en créant les aumôneries de l'enseignement supérieur : par l'ordonnance du 16 février 1944, le cardinal Suhard a conféré un statut aux aumôniers en charge des facultés et grandes écoles. Il nomme l'abbé Jean Rupp, sous-directeur des œuvres à Paris, spécialement en charge des étudiants et désigne l'abbé Maxime Charles, pour assurer l'aumônerie de la Sorbonne³⁰. Le Centre Richelieu, qu'anime ce dernier, s'impose progressivement comme le principal groupe d'étudiants catholiques de la Sorbonne. Parallèlement, la hiérarchie cherche à installer dans la durée le rapprochement opéré pendant la guerre entre la JEC et la FFEC : un organe de coordination, l'Union française des étudiants catholiques (UFEC), est mise en place en décembre 1944. La FFEC, à cette date, se définit comme appartenant à l'Action catholique sans être pour autant d'action catholique spécialisée. Les groupes d'étudiants catholiques sont conçus comme des paroisses étudiantes, dont la vocation est d'accueillir les activités les plus diverses. De fait, si quelques groupes d'avant-guerre poursuivent ou reprennent leurs activités, la plupart ont disparu ou se transforment en Centres catholiques universitaires.

28. Lettre du président de la FFEC au recteur, 13 décembre 1944, citée par A. Jobert, « Les étudiants catholiques dans la tourmente », op. cit., p. 8.

29. Discours de Paul Milliez, 3 décembre 1944, reproduit dans Emmanuel Godin, op. cit., p. 226-229.

30. Samuel Pruvot, *Monseigneur Charles, aumônier de la Sorbonne (1944-1959)*, Paris, Cerf, 2002.

res (CCU). Au début des années soixante, la FFEC rassemble 56 groupes, pour moitié des CCU ; il ne subsiste que 9 groupes parisiens, contre une vingtaine avant la guerre. Fédération d'aumônerie, la FFEC se dégage progressivement de son engagement corporatif. En 1949, sous l'impulsion de son président, Georges Suffert, elle reconnaît le monopole de représentation de l'UNEF au sein des universités. Au cours des années 1950, la FFEC tend à devenir une fédération d'aumôneries, où l'action corporative s'efface au profit d'une réflexion sur la pastorale étudiante et la vie chrétienne.

La politisation des étudiants chrétiens

Les jeunes chrétiens ont acquis, pendant la guerre, l'expérience de l'autonomie et n'ont pas hésité à s'engager dans le débat public, voire dans la résistance armée. À la Libération, l'esprit de la Résistance se prolonge, et ils se reconnaissent pleinement dans la charte de Grenoble de l'UNEF, qui définit l'étudiant comme un « jeune travailleur intellectuel ». Leur politisation se traduit par un glissement vers la gauche des équipes dirigeantes de la FFEC. L'influence des « tala » de l'École normale supérieure n'y est pas étrangère, puisqu'ils fournissent à partir de 1953 la quasi-totalité des présidents de la FFEC. Du reste, les aumôniers de la FFEC sont également issus du groupe « tala » de la rue d'Ulm, tant et si bien que celle-ci s'apparente à une annexe de l'aumônerie de l'ENS. À l'image de celles des normaliens, les sympathies de la FFEC se situent, écrit Antoine Prost, « quelque part entre la gauche du MRP, le Club Jean Moulin, et le PSU³¹ ».

Les étudiants protestants ne sont pas en reste. En effet, la FFACE sort renforcée de la guerre. Elle se dote ainsi d'une équipe de permanents, grâce au soutien financier de ses anciens, regroupés au sein d'une « post-fédé », et compte environ 400 étudiants en 1950, répartis dans une quinzaine de groupes. L'expérience de la collaboration avec la JEC, la FFEC et l'UNEF se traduit par un engagement croissant dans la vie universitaire³². La Fédé se tourne davantage qu'avant la guerre vers les questions politiques et syndicales, et les étudiants protestants s'investissent dans l'UNEF, où certains prennent même des responsabilités. Serge Bosc, par exemple, membre de la FFACE, devient président de l'Union géorgaphique de la faculté des lettres (UGFL) de la Sorbonne au début des années 1960. Ainsi, les équipes dirigeantes de la FFEC et de la FFACE et de la JEC se retrouvent sur des positions politiques communes, proches de celles de la minorité de l'UNEF. La JEC, bien représentée à l'UNEF, notamment par Robert Chapuis, vice-président chargé de l'outre-mer en 1955-1956, aide la minorité à s'emparer de l'UNEF avec l'appui des autres militants chrétiens.

La politisation des organisations d'étudiants chrétiens se traduit dans toutes ces organisations par une prise de position affichée en faveur de la décolonisation, contre l'expédition de Suez, et surtout contre la guerre d'Algérie et la torture. Les protestants de la FFACE, comme dans les années 1930, soutiennent explicitement les objecteurs de

31. Antoine Prost, « La Fédération française des étudiants catholiques », in René Rémond (dir.), *Forces religieuses et attitudes politiques*, Paris, Armand Colin, *Cahiers de la FNSP*, n° 130, 1965, p. 161-165.

32. Rémi Fabre, « La "fédé" au sortir de la deuxième guerre mondiale », *Bulletin de la SHPF*, n° 143/3, 1997, p. 503-524.

conscience prônent l'insoumission. La JEC fait de l'UNEF un pôle majeur de résistance à la guerre d'Algérie et s'oppose à la torture en diffusant par exemple à la Sorbonne, en 1957, le témoignage d'un scout, Jean Muller, qui décrit dans ses courriers les camps dans lesquels on pratique alors la torture.

Le temps des crises et des mutations

Conflit d'autorité ou conflit de génération

Les autorités ecclésiastiques s'inquiètent très vite de la politisation de la jeunesse chrétienne. Au sein de l'Église catholique, le conflit se cristallise autour de la question du mandat d'action catholique, que l'ACJF, par la voix de son président Maurice-René Simonnet, rejette à l'hiver 1945, formulant sa propre définition de l'Action catholique : « Non pas participation des laïcs à l'apostolat propre de la hiérarchie par le moyen d'un mandat qui leur est confié. Mais collaboration dépendante des laïcs à l'apostolat hiérarchique au sein de mouvements agréés et contrôlés par la hiérarchie³³ ». L'Assemblée des cardinaux et archevêques parvient à apaiser les esprits en publiant, le 14 mars 1946, une note doctrinale dans laquelle elle affirme que l'action catholique doit conjuguer « la responsabilité des laïcs » et « le lien avec la hiérarchie », l'évêque ayant « qualité pour agréer un mouvement ».

À la suite des prises de position des étudiants catholiques contre la guerre d'Algérie, l'épiscopat doit toutefois revenir sur ce compromis et intervenir à deux reprises. En 1956, il accorde son appui à la JOC dans le conflit qui l'oppose à l'ACJF et plus particulièrement à la JEC, et la démission du président de l'ACJF, René Vial, le 15 septembre 1956, entraîne la disparition de l'association de jeunesse catholique. En 1957, l'épiscopat rappelle à l'ordre les dirigeants de la JEC, et, le 12 mai 1957, plusieurs dizaines de responsables des équipes nationales de la JEC démissionnent pour protester contre l'injonction qui leur est faite par les évêques de cesser leur engagement auprès des étudiants des colonies.

Le tournant de 1965 et le désengagement des étudiants chrétiens

Les trois organisations d'étudiants chrétiens connaissent en 1965 la crise la plus grave de leur histoire. En effet, critiquée par l'épiscopat, qui juge contraire à la doctrine d'Action catholique son action politique et syndicale, l'équipe dirigeante de la JEC est démissionnée par l'archevêque coadjuteur de Paris, M^{gr} Vuilliot. À l'initiative de la hiérarchie ecclésiastique, la JEC, la FFEC et l'Association des chrétiens en grandes écoles (ACGE), rejoignent l'Office provisoire de recherche pour l'apostolat étudiant (OPRAE), qui donne naissance en 1966 à la Mission étudiante catholique de France (MECF). Cette dernière absorbe la FFEC, qui disparaît, et fédère les groupes et les aumôneries d'étudiants. Elle intègre également en son sein la JEC universitaire, rebaptisée Action catholique universitaire et l'Association catholique en grandes écoles (ACGE), rebaptisée Mouvement des chrétiens en grande école (et depuis 1981 Chrétiens en grande école). Le premier président de la Mission étudiante, Dominique Julia, a pour mission de réconcilier les traditions antagonistes de l'action catholique et du rassemblement communautaire. La Mission est

33. Cité par Alain-René Michel, *Catholiques en démocratie*, op. cit., p. 384.

administrée par un conseil national et une équipe nationale. Toutefois, à ses débuts, elle est pratiquement désertée par les étudiants, qui rejettent alors les cadres qui leur sont proposés par la hiérarchie. En 1968, les étudiants responsables se retirent totalement des structures nationales. Ce n'est qu'en 1979 que des étudiants réintègrent la direction de la Mission et il faut attendre 1988 pour que les étudiants soient plus nombreux que les aumôniers au sein de l'équipe nationale. Depuis 2006, la MECF a renoncé à son statut associatif pour devenir un service de l'Eglise de France.

La crise de la FFACE présente bien des similitudes avec celle de la JEC et de la FFEC. En effet, depuis la guerre, les tensions entre la jeunesse fédérative et les instances religieuses adultes se sont multipliées. En outre, en 1956, les étudiants deviennent majoritaires dans la direction de la Fédé : ne tolérant plus d'être encadrés par des anciens, critiques envers le barthisme, qui leur apparaissait alors comme une orthodoxie, ils obtiennent, en effet, la mise en place d'un secrétariat étudiant aux côtés du secrétaire général. A la différence des étudiants catholiques, c'est moins sur le terrain politique qu'ils s'engagent dans les années 1960 que sur celui de la sexualité : dans le numéro zéro d'une nouvelle série, en décembre 1963, *Le Semeur*, aborde directement la question en rejetant « l'éthique traditionnelle³⁴ ». Selon Jean Baubérot, qui est alors l'un des principaux animateurs de cette revue, on peut y lire « une critique virulente du protestantisme établi et de sa morale "centriste", ni vraiment conservatrice, ni vraiment novatrice³⁵ ». Les Eglises, et en particulier l'Eglise réformée de France (ERF), protestent immédiatement. Les délégués étudiants se désolidarisent de la rédaction en janvier 1964. En 1965, le conseil national de l'ERF décide de couper toute subvention à l'Alliance protestante de la jeunesse et de créer dans la plupart des villes universitaires des aumôneries universitaires indépendantes de la Fédé. Dès lors, cette dernière se replie sur elle-même, réduit le nombre de ses permanents et se coupe des groupes de province. Comme les organisations catholiques, la FFACE est très en retrait lors des événements de 1968. En 1983, contrainte de se séparer d'un immeuble, la FFACE doit obtenir l'accord de la Fédération protestante de France, présidée par Jacques Maury, qui avait été secrétaire général de la Fédé de 1957 à 1962. Ce dernier soumet son accord à l'acceptation, par la FFACE, d'un retour à sa vocation de regroupement national de groupes d'étudiants chrétiens. Un protocole d'accord est signé le 23 avril 1983, sur la base duquel la FFACE a pu reprendre son essor.

En définitive, la crise de 1965 consacre l'échec de l'Action catholique en milieu étudiant et l'affirmation de l'autorité des Eglises sur les organisations d'étudiants chrétiens. Elle se traduit par un désengagement durable des étudiants chrétiens des organisations supposées les représenter et de la scène universitaire. Au lendemain du concile Vatican II, le pape Paul VI instaure un rapport direct et universel avec la jeunesse, dont les étudiants ne sont plus qu'une composante parmi d'autres. Les Journées mondiales de la jeunesse ou le Concile des jeunes de Taizé consacrent cet effacement des étudiants chrétiens derrière la valeur moderne qu'incarne désormais la jeunesse.

34. « Pour une éthique sexuelle relationnelle », *Le Semeur*, n° 0, décembre 1963.

35. Geoffroy de Turckheim, « La crise de l'Alliance sous le regard de Jean Baubérot », *Libre Sens*, hors-série, op. cit., p. 91.